



Leader en exploration pétrolière au Québec



RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE GESTION

**Pour le deuxième trimestre terminé
le 31 mars 2009**



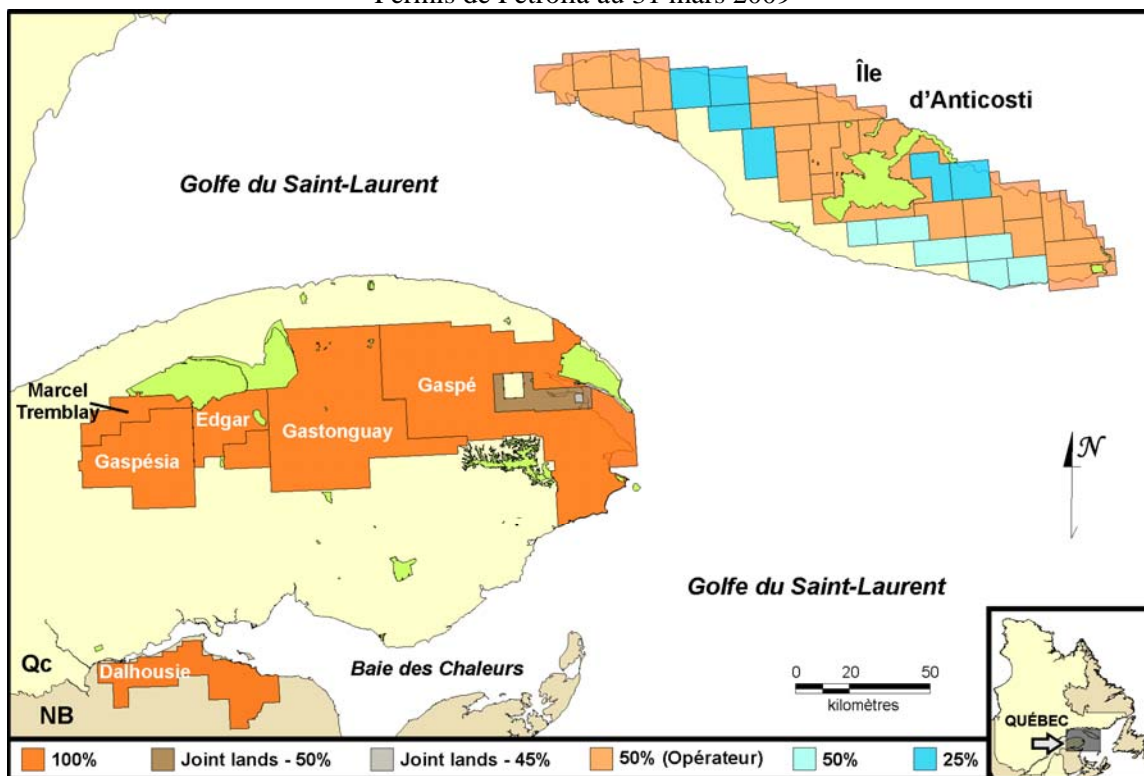
RAPPORT DE GESTION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

Le présent rapport intermédiaire de gestion constitue un complément et un supplément aux états financiers trimestriels et devrait être lu conjointement avec ces derniers et en parallèle avec les états financiers vérifiés pour les exercices terminés le 30 septembre 2008 et 2007 et le rapport annuel de gestion lorsque requis. Ce rapport de gestion présente le point de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers actuels ainsi qu'un aperçu des activités au cours des prochains mois.

1.1 DATE

Le présent rapport de gestion pour la période de six mois terminée le 31 mars 2009 est daté du 11 mai 2009.

Permis de Pétroliia au 31 mars 2009



1.2 NATURE DES ACTIVITÉS ET PERFORMANCE GLOBALE

La Société est constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle est cotée à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005. L'exploration et la mise en valeur de propriétés pétrolières et gazières constituent les activités principales de la Société. De plus, dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat propres à l'industrie pétrolière et gazière.



Pétrolia possède des intérêts dans un domaine minier couvrant 15 000 km² (3,7 millions d'acres) soit environ 18 % du territoire québécois sous permis. Situés majoritairement sur la Péninsule gaspésienne et sur l'île d'Anticosti, ces permis, considérés comme très prometteurs, représentent près de 70 % du potentiel pétrolier terrestre du Québec.

Depuis le début de ses activités, la Société a consacré la plus grande partie de ses efforts à la réalisation de programmes d'exploration pour ses différentes propriétés. Chaque programme a été conçu en fonction du niveau de maturité de l'exploration, de la nature géologique du terrain et des objectifs pétroliers visés. Au cours des trimestres précédents, ses efforts ont été particulièrement dirigés vers l'interprétation des données acquises lors des campagnes de sismique et de géochimie réalisées en 2008 et vers le choix de sites de forage basés sur ces résultats. En 2009, Pétrolia entame une phase cruciale de ses travaux d'exploration puisqu'elle passera à l'étape du forage sur les principales cibles déjà identifiées.

L'objectif de Pétrolia est, d'ici 4 ans, de produire 5 % de la consommation de pétrole du Québec. Pour 2009, Pétrolia s'est dotée d'un slogan : FORER POUR TROUVER. La Société articule ses stratégies d'exploration afin d'atteindre son principal objectif : devenir le leader en production pétrolière au Québec.

1.2.1 FINANCEMENT ET REVENUS

Les revenus actuels de la Société sont principalement des revenus d'intérêts puisque la Société est au stade de l'exploration. Son financement est donc assuré par l'émission d'actions.

Au cours du second trimestre, la Société a effectué des travaux d'exploration totalisant 607 043 \$, dont 67 745 \$ ont été effectués pour un partenaire. La perte nette du trimestre est de 456 584 \$ (0,0112 \$ par action) comparativement à une perte nette de 107 581 \$ (0,0035 \$ par action) pour le trimestre correspondant de l'année antérieure.

1.3 STRATÉGIE ET PERSPECTIVES

Pétrolia a clairement indiqué qu'elle désire forer en 2009 certaines des cibles identifiées sur ses propriétés. Étant donné que la conjoncture économique présente a entraîné un ralentissement généralisé de l'exploration pétrolière, en particulier au Canada, la Société pourra profiter de la disponibilité accrue de foreuses et d'équipes qualifiées.

L'exploration exige du temps, beaucoup d'investissements et une analyse poussée des données. Une découverte dans un des forages nécessitera aussi un complément d'analyse et des puits supplémentaires avant de pouvoir certifier des réserves. Pour Pétrolia, il est donc primordial de s'engager le plus rapidement possible dans l'étape du forage afin d'améliorer sa position auprès des investisseurs lorsque l'économie reprendra un cours normal.

Au cours du prochain trimestre, la Société poursuivra l'élaboration de son programme de forage en attribuant des priorités aux projets qu'elle veut mettre en avant pour l'année 2009. Les levés sismiques et géochimiques de 2008 ont permis de localiser plusieurs cibles sur les propriétés Gaspé, Anticosti et Dalhousie. La Société compte forer au moins deux de ces cibles. Si elle concluait des ententes avec des partenaires, d'autres cibles pourraient être aussi forées au cours des prochains trimestres.



Vous trouverez de l'information sur les ententes et sur les travaux d'exploration sur le site Internet de la Société (www.petroliagaz.com).

Projet Haldimand (*intérêt de 45 %*)

Tel que prévu dans le communiqué du 7 mai 2008, un programme d'exploration de 5 M\$ a été mis en place par les partenaires afin de mettre en production le champ de Haldimand et d'en arriver à une certification des réserves du gisement par une firme indépendante. De ce programme, seule la phase de forage d'un second puits reste à compléter.

Haldimand N°1

Le puits de découverte Pétrolia-Haldimand N°1 a été implanté sur un profil sismique unique de sorte qu'on ne connaît pas l'étendue des zones productrices de part et d'autre de ce profil. Les données recueillies lors du forage de découverte étaient insuffisantes pour établir les caractéristiques du pétrole et du réservoir. Sans ces données, il est pratiquement impossible de caractériser le gisement ou de le produire sans risquer de nuire au taux de récupération future. Devant ces incertitudes, les partenaires ont opté pour la prudence et ils ont reporté la mise en exploitation jusqu'à ce qu'ils aient pu procéder à des travaux supplémentaires et qu'ils soient en mesure de bien définir les limites et les caractéristiques physiques du réservoir. Pour toutes ces raisons, il a été décidé que la remise en production de Haldimand N°1 ne sera faite qu'après le forage du puits N°2 et l'évaluation de celui-ci.

Haldimand N°2

Le 18 février 2009, les partenaires du projet ont annoncé que l'interprétation du levé sismique 3D acquis à l'automne 2008 était terminée et que l'emplacement du forage d'Haldimand N°2 était choisi. En fonction des résultats obtenus au cours du forage, le nouveau puits devrait atteindre une profondeur d'environ 1 100 mètres. Les partenaires annonçaient aussi leur volonté de forer ce puits après la période de dégel, lorsque l'opérateur le jugerait opportun.

Ce forage devrait permettre :

- 1) de valider l'extension des zones productrices identifiées dans le premier puits,
- 2) de préciser le rapport gaz / pétrole aux conditions du réservoir,
- 3) de caractériser le réservoir et,
- 4) de calibrer l'interprétation des diagraphies du premier puits pour éventuellement y perforer d'autres intervalles afin d'augmenter le débit de la zone productrice.

Un bail a déjà été signé avec le propriétaire des droits de surface et l'aménagement du site de forage devrait commencer dans les meilleurs délais.



Haldimand : 900 hectares

Partenariat

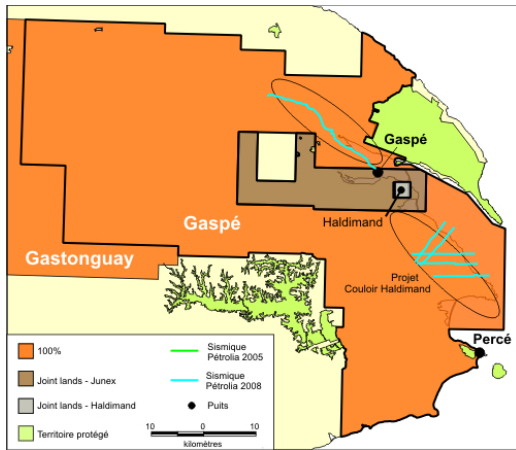
- Conclusion d'un partenariat avec Junex (45 %) et Gastem (10 %)
- Signature en 2008 d'une entente conjointe d'opération pour le développement du projet Haldimand

Réalisations

- Acquisition en 2005 de sept profils sismiques d'une longueur totale de 34 km
- Forage de Pétrolia Haldimand No 1 en 2005
- Caractérisation en 2007 et en 2008 de la matière organique et de la pétrographie du puits Pétrolia-Haldimand No 1
- Campagne sismique 3D d'une superficie de 13 km² en 2008
- Récupération en 2008 d'une jauge de pression installée dans le puits en 2006 et prise d'échantillons aux conditions du réservoir
 - Levé géochimique de sol en 2008
 - Retraitement du levé 3D avec comme objectif de vérifier l'existence de réflecteurs sismiques dont la présence aurait été occultée lors de la migration des données

Travaux projetés

- Poursuite des analyses et des essais dans le puits Pétrolia-Haldimand No 1
- Essai de production prolongé en vue de confirmer la capacité de production du puits Pétrolia-Haldimand No 1
 - Analyses géologiques plus poussées des différentes formations
 - Levé gravimétrique pour raffiner les modèles existants
- Forage d'un second puits avec comme cible les zones productrices déjà identifiées lors du forage précédent



Projet Couloir-Haldimand (intérêt de 100 %)

Le projet Couloir Haldimand a été conçu au cours de l'année 2008. Détenu à 100 % par Pétrolia, ce projet est situé au nord-ouest et au sud-est de Haldimand. Le Couloir Haldimand est un projet prioritaire dans lequel la Société a investi, en 2008, 1,2 M\$ en travaux d'exploration. Elle compte y implanter des forages le plus rapidement possible

Les levés sismiques, magnétiques, géochimiques et géologiques réalisés en 2008 ont enrichi considérablement la base de données acquise par Pétrolia. Ainsi les résultats des analyses géochimiques effectuées sur des échantillons de sol

(gaz adsorbés) confirment la présence de concentrations fortement anormales d'hydrocarbures près de la surface. Ces résultats ont permis de délimiter plusieurs zones susceptibles de contenir du pétrole. En se basant sur ces résultats et son analyse des travaux antérieurs, Pétrolia a procédé en décembre dernier, à une campagne d'acquisition sismique de 83 km.

Les résultats de la sismique indiquent que le Couloir Haldimand, selon qu'on se situe dans sa partie nord ou sud, recèle des pièges potentiels de nature différente :

- 1) Le Couloir Haldimand Sud constitue le prolongement naturel du champ de Pétrolia-Haldimand No 1. Les résultats de la sismique 2D ancienne et nouvellement acquise, couplés avec la géologie de surface et un levé aéromagnétique HD en partie acquis en 2008 par Pétrolia, ont permis de définir deux cibles de forage d'une profondeur maximale de 1 500 m.
- 2) Dans le Couloir Haldimand Nord, la sismique suggère la présence de récifs dans le Groupe de Chaleurs. Le couloir d'Haldimand Nord présenterait donc des affinités avec le projet Bourque. Les pièges récifaux sont très prolifiques dans le Bassin Sédimentaire de l'ouest du Canada, ainsi qu'en Ontario et dans le Michigan, ce qui justifie l'intérêt de Pétrolia pour cette région. Les données de la sismique ancienne, couplées avec les nouvelles données acquises par Pétrolia en 2008, devraient permettre de déterminer une cible de forage dans ce secteur. Pour l'instant, on évalue à environ 2 000 mètres la profondeur de forage nécessaire pour atteindre le niveau stratigraphique des récifs.



Couloir Haldimand sud

Réalisations

- Réévaluation des données disponibles et retraitement de certaines lignes sismiques anciennes
- Levé de géochimie de sol réalisé en 2008 (900 échantillons)
- Acquisition en 2008, de cinq lignes sismiques d'une longueur totale de 57 km, dont une partie en mer
- Levé magnétique haute résolution aéroporté de 550 km² pour prolonger vers l'est les levés gouvernementaux

Travaux projetés

- Analyses de la matière organique sur 8 échantillons de terrain de l'anticlinal de Tar Point
- Préparation d'une campagne de forage
 - Forage un puits d'exploration (selon les disponibilités budgétaires)
 - Levé gravimétrique en prévision d'une inversion gravimétrique pour imager le toit du socle

Couloir Haldimand nord

Réalisation

- Acquisition en 2008 et traitement d'un profil sismique de 26 km de longueur
- Intégration des données sismiques anciennes et récentes aux données gravimétriques, magnétiques et géologiques pour établir un modèle d'exploration
- Levé de géochimie de sol sur une partie du couloir Nord

Travaux projetés

- Poursuivre l'évaluation des résultats
- Sélectionner des cibles de forage

Projet Bourque (intérêt de 100 %)

Le projet Bourque couvre des terrains au Nord-Ouest de Gaspé situés sur la marge Nord d'un bassin sédimentaire siluro-dévonien qui contient de nombreux indices de pétrole. Depuis près de deux ans, Pétrolia procède à des études géoscientifiques sur la propriété et réinterprète les données anciennes afin d'évaluer son potentiel pétrolier. Cela a conduit à la réalisation en 2008 d'un programme d'exploration axé sur la recherche de récifs siluro-dévonien selon le modèle des récifs marginaux et des récifs pinacles proposé par P.-A. Bourque. Pétrolia a pu raffiner ce modèle et découvrir des cibles prometteuses. La découverte d'hydrocarbures dans un récif siluro-dévonien pourrait conduire à une exploitation commerciale et relancerait l'exploration de nouveaux territoires en Gaspésie.



Les discussions avec la société Pilatus Energy Canada ont abouti à la signature d'une entente de 20 M\$ portant sur l'exploration des terrains du projet Bourque. Ce partenaire gagnera un intérêt de 70 % sur le projet s'il respecte tous les termes de l'entente (*communiqué de presse du 5 août 2008*). Selon les termes de l'entente, Pilatus devait dans un premier temps, procéder à une campagne de sismique 3D. Cette étape fut réalisée en septembre 2008 avec l'acquisition d'un levé de 65 km².

Les résultats du levé 3D confirment la présence des récifs qui avait été anticipée sur la sismique 2D. Plusieurs cibles potentielles de forage ont pu être identifiées. Pétrolia et Pilatus sont donc dès maintenant en mesure de choisir un premier site de forage d'exploration. La date du début des travaux sera déterminée par Pilatus.

Avec le projet Bourque, Pilatus a opté pour un programme d'exploration ambitieux. Elle désire passer rapidement aux prochaines étapes. Outre le fait d'être partenaire dans le projet Bourque, à travers sa filiale canadienne Pilatus Energy Canada, le groupe suisse Pilatus possède également 11 % du capital-actions de Pétrolia (*Communiqué du 08-01-31*). Pilatus considère en effet le positionnement de Pétrolia comme un enjeu stratégique de l'industrie pétrolière nord-américaine de demain.

Bourque : 74 267 hectares

Partenariat

- Pilatus Energy Canada

Réalisations

- Acquisition et interprétation des données sismiques anciennes qui appartiennent maintenant au domaine public
- Acquisition en 2008 de sismique 3D (65 km²)
- Étude de maturation de la matière organique sur des échantillons de surface prélevés en 2007
- Interprétation et évaluation des résultats du levé sismique 3D
- Localisation de cibles de forage

Travaux projetés

- Préparation d'une campagne de forage (selon la décision du partenaire)

Propriété Dalhousie (intérêt de 100 %)

Pétrolia est la première société pétrolière à s'intéresser à cette région du Nord du Nouveau-Brunswick en se basant, au départ, sur une étude de la matière organique publiée par la CGC qui démontre qu'une grande partie de la région possède un potentiel pour le gaz et le pétrole. D'autre part, l'examen des levés régionaux du magnétisme et de la gravité ainsi qu'une inversion du champ gravitationnel suggèrent la présence d'une structure de grande taille dans la région côtière au sud-est de Charlo. Le cœur de cette structure serait les roches volcaniques fracturées de l'Ordovicien moyen.

Pétrolia a confirmé la présence de cette structure par deux profils sismiques de 39 km de longueur acquis au cours du trimestre précédent. Un événement horizontal sur la sismique, dans un niveau assigné aux volcanites ordoviciennes a été interprété comme un contact eau-gaz. De plus, des analyses sur des échantillons prélevés dans un forage minier démontrent aussi que du gaz a circulé dans les fractures des roches volcaniques ce qui en a fait notre principale cible de forage.



Tous les éléments d'un système pétrolier sont donc présents et un forage permettra de valider ces éléments et de déterminer le potentiel pétrolier de cette structure.

Dalhousie : 68 163 hectares

Réalisations

- Permis acquis en 2006 et en 2008 (235 km²) et détenus à 100 % par Pétrolia
- Un rapport de la Commission géologique du Canada publié en 2005 a reconnu le potentiel gazier et pétrolier de la région
- Évaluation des caractéristiques pétrophysiques de roches volcaniques ordoviciennes, qui constituent un des objectifs potentiels de cette région
- Acquisition en 2008 d'un levé gravimétrique
- Une modélisation en trois dimensions (3D) des champs potentiels montre l'étendue de la structure visée
- Acquisition en 2008 de 2 profils sismiques 2D d'une longueur totale de 39 km

Travaux projetés

- Planification d'une campagne de forage (selon les disponibilités budgétaires)

Propriété Anticosti (Intérêt de Pétrolia : de 25 à 50 %)

L'île d'Anticosti est un vaste territoire, très prometteur mais relativement peu exploré. Les assises rocheuses de l'île sont formées de roches dont la composition et l'âge sont semblables à ceux de terrains productifs dans le Nord-Est des États-Unis. Les roches de l'île sont semblables également à celles des Basses-Terres du Saint-Laurent où, là aussi, des découvertes intéressantes ont été faites, dont celle de St-Flavien, dans des dolomies hydrothermales. Une bonne roche mère est présente sur l'île et les analyses de la matière organique en forage montrent qu'elle a généré du pétrole au cours de l'histoire du bassin. Des zones poreuses et des indices de pétrole ont aussi été rencontrés dans les puits et plusieurs structures propices à des phénomènes de dolomitisation hydrothermale sont identifiées sur la sismique.

Les permis détenus conjointement par Pétrolia et Corridor Resources couvrent la presque totalité du territoire prospectif pour le pétrole. La propriété Anticosti est d'autant plus intéressante pour Pétrolia que l'exploration est rendue à l'étape du forage avec plusieurs cibles prêtes à être forées. La Société peut espérer des résultats à court et à moyen terme. Toutefois, compte tenu des coûts élevés du forage sur ce territoire et de la conjoncture économique peu propice, les partenaires n'ont pas encore pris une décision quant au démarrage des activités sur l'île. Pétrolia continue cependant à analyser et interpréter les données sismiques de Shell et les données de sondages afin de définir et développer de nouveaux concepts.



Anticosti : 638 106 hectares

Partenariat

- Corridor Resources Inc.

Réalisations

- Permis acquis en 2007
- Interprétation des lignes sismiques et des données de forage disponibles
- Levé de géochimie de sol (gaz adsorbés analyse microbienne) réalisé en 2008 sur l'ensemble de l'Île (1700 échantillons)
- Interprétation des données sismiques de Shell et d'Hydro-Québec
- Intégration des données de forage en logs composites modernes
- Évaluation des puits Shell Jupiter No 1 et Shell Roliff No 1 et préparation d'un poster de présentation pour la structure de Jupiter

Travaux projetés

- Étude en cours portant sur la caractérisation de la matière organique de trois forages dans l'est de l'île

Propriétés Gaspésia, Edgar et Marcel-Tremblay (intérêt de 100 %)

Peu de travaux d'exploration ont été entrepris sur ces terrains avant l'arrivée de Pérolia. Les lignes sismiques acquises par la Société et le Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec suggèrent toutefois la présence de cibles potentielles dans les formations siluriennes et dévoniennes. On peut aussi observer sur les profils des structures importantes qui n'apparaissent pas en surface mais qui pourraient former des pièges intéressants. La maturation thermique des roches les rend propices à la préservation du gaz. Plusieurs affleurements de calcaires dolomités et de grès situés en bordure du bassin sédimentaire sont poreux et contiennent des traces d'hydrocarbures. Ils pourraient constituer un réservoir susceptible d'emmagasiner de grandes quantités de gaz naturel.

Les résultats d'un levé de géochimie de sol fait en 2008 démontrent la présence de valeurs anormales d'hydrocarbures à l'aplomb de structures importantes observées sur les profils sismiques acquis par Pérolia depuis 2005. Des levés sismiques complémentaires pourraient être cependant nécessaires afin de définir plus précisément les cibles à forer.



Gaspésia, Edgar et Marcel Tremblay : 221 395 hectares

Réalisations

- Permis acquis en 2002, 2006 et 2007 et détenus à 100 % par Pétrolia
- Une étude de la maturation thermique réalisée en 2003 démontre le potentiel pétrolier et gazier
- Acquisition en 2005 d'une ligne sismique 2D d'une longueur de 32 km
- Acquisition en 2006 de quatre lignes sismiques 2D d'une longueur totale de 126 km
- Levé de géochimie de sol en 2008 (334 échantillons) près de salines ainsi que le long des lignes sismiques de Pétrolia et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec
- Acquisition en 2008 de quatre lignes sismiques d'une longueur totale de 52 km

Travaux projetés

- Analyse en cours des données sismiques, magnétiques, gravimétriques et géochimiques anciennes et nouvelles
- Retraitement des lignes sismiques MRN-12 (2001) et PET 06-04

Propriété Gastonguay (intérêt de 100 %)

Comme les efforts de la Société ont porté, cette année, sur les propriétés au potentiel mieux connu, les travaux d'exploration sur la propriété Gastonguay ont été limités à une évaluation sommaire des données géoscientifiques existantes. Ceci a quand même permis d'établir que la géologie de la propriété est comparable à celle des régions adjacentes : projet Bourque et projet Gaspésia. Il existe donc des pièges potentiels dans les roches siluriennes et dévoniennes de cette propriété. Si les résultats sont encourageants sur les deux projets précédents, Pétrolia ira de l'avant avec un programme sismique de reconnaissance.

Gastonguay : 258 993 hectares

Sommaire

- Région peu explorée
- Un seul puits significatif
- Caractéristiques géologiques semblables à celles de Gaspésia et Bourque
- Évaluation en cours des données existantes

Travaux projetés

- Des travaux de reconnaissance et de compilation de données nécessaires afin d'évaluer la propriété. Si les résultats sont encourageants, Pétrolia lancera un programme sismique régional



1.4 EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière soit fiable et que les états financiers soient établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

1.5 RÉSULTATS D'EXPLORATION ET SITUATION DE LA TRÉSORERIE

Pour le second trimestre, les revenus de la Société se limitent à des revenus d'intérêts sur des placements à court terme de 18 869 \$ comparés à 37 479 \$ pour la période de 2008 et les revenus de gérance de projets de 9 052 \$. La diminution des revenus d'intérêts s'explique par une radiation d'intérêts sur une créance d'un partenaire.

Au 31 mars 2009, la Société disposait d'une trésorerie et des équivalents de trésorerie pour 6 961 685 \$, soit une diminution pour le trimestre de 2 059 024 \$. Les déboursés pour les travaux d'exploration de 1 435 527 \$ et les activités d'exploitation sont les principales explications de cette variation.

Au 31 mars 2009, le fonds de roulement était positif de 8 560 927 \$, ce qui permettra à la Société de continuer ses projets d'exploration.

En vertu de permis de recherche octroyés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec et par le ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, le solde des droits que la Société s'est engagée à leur verser est de 104 849 \$ d'ici 2012. De plus, la Société doit effectuer annuellement sur ses propriétés situées au Québec, des travaux dont les coûts minimums varient selon l'âge des permis; ainsi, ils correspondent à 0,50 \$ l'hectare pour la première année du permis et ils augmentent annuellement de 0,50 \$ pour atteindre 2,50 \$ l'hectare à compter de la cinquième année. Les travaux minimums exigibles par le Québec et le Nouveau-Brunswick, déduction faite des travaux d'exploration déjà effectués, s'élèvent à 529 409 \$ en 2009, 56 832 \$ en 2010, 565 480 \$ en 2011 et 82 913 \$ en 2012.

1.6 ANALYSE DES FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION

Les frais généraux et d'administration pour le trimestre totalisent un montant de 432 297 \$ à comparer à 393 106 \$ en 2008. L'écart de 39 191 \$ entre le trimestre de 2009 et celui de 2008 résulte principalement de la comptabilisation d'une rémunération à base d'action de 207 450 \$ en 2008 et de la taxe sur le capital des exercices 2006, 2007 et 2008 dont la Société contestait par un avis d'opposition au Ministère du Revenu du Québec.

1.7 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	<u>2009</u>	<u>2008</u>			<u>2007</u>			
	<u>Mars</u>	<u>Décembre</u>	<u>Septembre</u>	<u>Juin</u>	<u>Mars</u>	<u>Décembre</u>	<u>Septembre</u>	<u>Juin</u>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	27 921	63 778	129 439	44 908	37 479	43 349	17 008	1 366
Bénéfice net (perte nette)	(456 584)	(649 671)	(2 193 065)	1 487 502	(107 581)	38 617	(192 054)	(390 336)
Bénéfice net (perte nette) par action :								
De base	(0,0112)	(0,0159)	(0,0623)	0,0448	(0,0035)	0,0013	(0,0066)	(0,0134)
Dilué (e)	(0,0112)	(0,0159)	(0,0623)	0,0399	(0,0035)	0,001	(0,0066)	(0,0134)

Les produits sont surtout constitués d'intérêts gagnés pour chacun des trimestres. Les frais généraux et d'administration sont relativement stables d'un trimestre à l'autre. Les principales variations des pertes ou des bénéfices trimestriels s'expliquent comme suit :

- 2007 – juin : Comptabilisation d'une perte latente sur un placement à long terme de 150 000 \$ et comptabilisation de la rémunération à base d'actions de 148 770 \$;
- 2007 – décembre : Comptabilisation d'un gain latent sur un placement à long terme de 110 000 \$;
- 2008 – juin : Comptabilisation d'un gain latent sur un placement à long terme de 1 590 000 \$;
- 2008 – septembre : Comptabilisation d'une perte latente sur un placement de 1 380 000 \$ et de la rémunération à base d'actions de 461 325 \$;
- 2008 – décembre : Comptabilisation d'une perte latente sur un placement de 540 000 \$.

1.8 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours du trimestre, une société (Gestion LesTrois inc.) dont un des administrateurs de Pétria détiend un intérêt minoritaire a facturé des frais d'un local pour 2 142 \$ (2008 – 1 400 \$). Au cours du trimestre correspondant de l'année antérieure une société (Géominex inc.) avait facturé des frais d'exploration pour 136 525 \$. Un montant de 99 867 \$ est à recevoir de ces sociétés au 31 mars 2009 (2008 – solde dû 61 888 \$).

La Société partage ses frais d'administration avec Ressources Appalaches inc. qui est une société ayant le même chef de direction. Pour ce deuxième trimestre, celle-ci a facturé à la Société les frais suivants :

	2009	2008
	\$	\$
Frais généraux et d'administration :		
Salaires et avantages sociaux	84 107	64 003
Fournitures de bureau	1 200	900
Télécommunications	1 006	2 300

Un montant de 38 295 \$ est à payer à cette société au 31 mars 2009 (2008 – 90 207 \$).

Des opérations ont été effectuées avec un administrateur qui agit comme consultant pour la Société sous la raison sociale Seisserv inc. Les travaux d'exploration facturés à la Société pour le trimestre sont de 25 658 \$ (2008 – 6 975 \$). Aucun montant n'est dû au 31 mars 2009 (2008 – 1 800 \$).

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la juste valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.


1.9 CONVENTIONS COMPTABLES

Les lecteurs sont priés de se référer à la note 3 des états financiers du 30 septembre 2008 afin d'obtenir une description détaillée des conventions comptables.

1.10 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») qui s'appliquent aux états financiers de la Société pour les périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2008 :

- i) Le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre.
- ii) Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de continuité d'exploitation.



Durant le trimestre, la Société a adopté les CPN-173 et CPN-174 :

- i) Le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de L'ICCA a adopté le 20 janvier 2009, l'abrégé no 173 intitulé «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers» (CPN-173) qui clarifie que le risque de crédit propre à la Société et le risque de crédit de la contrepartie devraient être considérés dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le CPN-173 doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant au ou après la date d'émission de cet abrégé.
- ii) Le 27 mars 2009, le CPN de l'ICCA a adopté l'abrégé no 174 intitulé «Frais d'exploration minière» qui vient préciser le fait que l'entreprise qui a inscrit initialement à l'actif ses frais d'exploration, est tenue au cours de la période comptable considérée et des périodes suivantes, de déterminer s'il est nécessaire de réduire la valeur des frais d'exploration inscrits à l'actif. Le CPN 174 doit être appliqué aux états financiers publiés après la date de parution de l'abrégé.

L'adoption de ces nouveaux chapitres et de ces nouveaux CPN n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

1.11 NORMES COMPTABLES FUTURES

- i) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*. Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée.
- ii) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*. Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice.
- iii) Normes internationales d'information financière
Le Conseil des normes comptables (CNC) de l'ICCA a adopté un plan stratégique de convergence avec les normes internationales d'information financière (IFRS) pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Comme l'a confirmé le CNC le 13 février 2008, la conversion exige que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes adoptent intégralement les IFRS en 2011. Le passage aux IFRS s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société se convertira aux nouvelles normes selon les échéanciers fixés par ces nouvelles règles et surveillera étroitement tous les changements découlant de cette convergence.



Son projet de conversion s'effectuera en quatre étapes, soit l'évaluation initiale, l'évaluation détaillée, la conception et la mise en œuvre. Au cours de l'exercice 2008, la Société a débuté la première étape, soit l'évaluation initiale, qui consiste à analyser les principales différences existant entre les PCGR et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption.

La Société exécutera les étapes de l'évaluation détaillée et de la conception à compter de l'exercice 2009. De façon plus spécifique, à l'étape de l'évaluation détaillée, la Société procèdera à l'évaluation des incidences des IFRS sur la comptabilité et la présentation de l'information financière sur les systèmes et les processus, sur les affaires, sur les employés et autres. Cette étape permettra de déterminer les conséquences du changement. Ensuite, au cours de l'étape de la conception, la Société procèdera à la révision des processus comptables et des systèmes qui seront affectés par les différences identifiées dans le cadre des analyses effectuées aux étapes précédentes.

Finalement, la mise en œuvre, prévue pour l'exercice 2011, consistera en l'implantation des changements relatifs aux politiques, aux procédures et pratiques ainsi qu'aux systèmes informatiques.

1.12 INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La Société détient les instruments financiers suivants :

i) Détenus à des fins de transaction et désignés comme étant détenus à des fins de transaction

La trésorerie et les équivalents et le placement sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date du bilan et toute variation de la juste valeur est présentée au résultat net dans la période au cours de laquelle ces variations surviennent. La juste valeur des instruments de capitaux propres se fonde sur les cours du marché pour les placements visés.

ii) Prêts et créances

La valeur comptable des créances se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Après leur évaluation initiale à la juste valeur, ils sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif qui correspond généralement au coût.

iii) Autres passifs financiers

La valeur comptable des fournisseurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Après leur évaluation initiale à la juste valeur, ils sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif qui correspond généralement au coût.



Politique de gestion des risques

La Société, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date du bilan, soit le 31 mars 2009 :

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents et de créances. La trésorerie et les équivalents sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les créances représentent majoritairement des sommes dues par le gouvernement fédéral et provincial et par des partenaires. Par conséquent, la direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

Risque de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux d'exploration à effectuer.

Les propriétés pétrolières et gazières détenues par la Société sont au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société est liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'exploration et de mise en valeur subséquente, lesquels pourront également être influencés par différents facteurs.

Parmi ces facteurs, il faut considérer la réglementation environnementale, les attributs des gisements pétroliers et gaziers éventuels, soit la qualité et la quantité des ressources, ainsi que les coûts de développement d'une infrastructure de production, les coûts de financements, le prix du pétrole et la nature compétitive de l'industrie.

Des investissements importants sont nécessaires pour mener à terme les programmes d'exploration et de développement de réserves. En l'absence de flux de trésorerie généré par une exploitation pétrolière et gazière, la Société dépend des marchés de capitaux pour financer ses activités d'exploration et de développement. Les conditions du marché et autres événements imprévisibles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à lever les fonds requis à son développement.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur du placement détenu à des fins de transaction fluctue en raison de variations du prix du marché.

1.13 AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

a) Documents complémentaires

Certains documents complémentaires, dont les rapports de gestion précédents et les communiqués de presse sont disponibles sur le site **www.sedar.com** dans la section des documents déposés ou sur le site de Pétrolia **www.petroliagaz.com**.

b) Règle 51-102A-section 5.3

Le détail des frais d'exploration reportés pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 31 mars 2009 est présenté dans l'état des frais d'exploration reportés et à la note 6 des états financiers intermédiaires de la Société à cette même date.

c) Règle 51-102A-section 5.4

Informations sur les actions émises, les bons de souscription et les options d'achat d'actions au 11 mai 2009 :

Actions ordinaires : 40 914 219 actions sont émises et en circulation.

Bons de souscription : les bons de souscription peuvent être exercés comme suit :

- 3 756 665 actions au prix de 1,50 \$ l'action jusqu'au 6 décembre 2009 ;
- 1 750 000 actions au prix de 1,00 \$ l'action jusqu'au 10 octobre 2012 ;
- 3 000 000 actions au prix de 1,00 \$ l'action jusqu'au 10 janvier 2013.

Options d'achat d'actions en circulation: Les options d'achat d'actions consenties à ses administrateurs, membres de la haute direction, employés et fournisseurs de services sont les suivantes :

- 270 000 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 15 mars 2010;
- 1 075 000 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 3 février 2011;
- 150 000 options exerçables au prix de 0,58 \$ l'action jusqu'au 10 mai 2011;
- 1 037 500 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 21 juin 2012;
- 600 000 options exerçables au prix de 0,60 \$ l'action jusqu'au 12 février 2013;
- 150 000 options exerçables au prix de 0,60 \$ l'action jusqu'au 3 mars 2013;
- 600 000 options exerçables au prix de 1,25 \$ l'action jusqu'au 7 juillet 2013.

1.14 RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers trimestriels ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le comité de vérification. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants.

Rimouski, le 11 mai 2009

Au nom du conseil d'administration

(signé) *André Proulx*
André Proulx
Président de la Société